



ARRÊTÉ
portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire
des prélèvements et des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine

Le Préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine

- Vu** le livre II, partie législative du Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-3, L.211-8, L.214-18, L.215-1 et L.215-10 ;
- Vu** le livre II, partie réglementaire du Code de l'Environnement et notamment les articles R.211-66 et suivants ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles R.2212 à 2215 ;
- Vu** le Code civil et notamment les articles 640 à 645 ;
- Vu** le Code pénal et notamment les articles R.610-1 et L.131-13 ;
- Vu** le Code de la santé publique et notamment son livre III ;
- Vu** le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure notamment l'article R.1321-9 ;
- Vu** le Code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;
- Vu** l'arrêté du 22 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin Rance Frémur Baie de Beausseis approuvé le 9 décembre 2013 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine approuvé le 2 juillet 2015 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin du Couesnon approuvé le 12 décembre 2013 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des bassins côtiers de la région de Dol approuvé le 6 octobre 2015 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Sélune approuvé le 20 décembre 2007 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 du 11 juin 2021 fixant le cadre des modalités de préservation et de gestion de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°35-2022-05-24-00002 du 24 mai 2022 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/SEE/0162 du 12 juillet 2022 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département de Loire-Atlantique ;

Considérant la valeur des débits des cours d'eau dans le département au 11 juillet 2022 fournie par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bretagne ;

Considérant que le seuil d'alerte de la station hydrométrique de « Le Frémur à Pleslin-Trigavou (J1004520) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 7 jours consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil de vigilance de la station hydrométrique de « Le Couesnon à Romazy (J0121510) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 5 jours consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil d'alerte renforcée de la station hydrométrique de « Le Meu à Montfort-sur-Meu [L'Abbaye] (J7353010) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 2 jours consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil de vigilance de la station hydrométrique de « Le Chevré à la Bouëxière [Le Drugeon] (J7083110) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 6 jours consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil d'alerte de la station hydrométrique de « La Vilaine à Cesson-Sévigné [Pont Briant] (J7090630) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 8 jours consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil de vigilance de la station hydrométrique de « Le Semnon à Bain-de-Bretagne [Rochereuil] (J7633010) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 2 jours consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil d'alerte renforcée de la station hydrométrique de « La Chère à Derval [Pont RN137] (J7833010) » fixé par l'arrêté préfectoral n°35-2021-06-11-00012 susmentionné est franchi depuis plus de 1 jour consécutifs au 11 juillet 2022 ;

Considérant que le seuil d'alerte sur les barrages de la Cantache, de la Haute-Vilaine et de la Valière a été franchi durant la semaine n°22 de l'année 2022 ;

Considérant que le seuil d'alerte sur les barrages de Mireloup et Beaufort a été franchi durant la semaine n°19 de l'année 2022 ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté n°35-2021-06-11-00012 susmentionné fixe les modalités de franchissement des seuils ;

Considérant que depuis le 24 mai 2022, par décision préfectorale, les deux secteurs « eau potable » du département sont en état d'alerte sécheresse ;

Considérant que le débit à l'amont des barrages ne permet pas de compenser le débit à l'aval des barrages et les prélèvements d'eau dans ces retenues pour produire de l'eau potable ;

Considérant que le secteur de distribution d'eau destinée à la consommation humaine de Beaufort ne peut pas être secouru par les usines de production d'eau potable de Bois-Joli et de Landal, ni par l'achat d'eau ;

Considérant que la situation du volume disponible sur les barrages de Mireloup et Beaufort s'est dégradée fortement depuis le 24 mai 2022 et que la période estivale va aggraver la situation ;

Considérant les prévisions des volumes disponibles sur les barrages de Mireloup et Beaufort réalisées par Eau du Pays de Saint-Malo d'ici fin novembre ;

Considérant que par l'arrêté préfectoral n°2022/SEE/0162 du 12 juillet 2022 susmentionné, le Préfet de Loire-Atlantique a déclaré, pour la partie qui le concerne, le bassin de la Chère en état de crise sécheresse ;

Considérant la nécessité d'avoir des mesures de restriction et d'interdiction cohérente à l'échelle des bassins versants ;

Confédérant le résultat de la campagne ONDE de l'Office français de la biodiversité du 11 juillet 2022 pour le département d'Ille-et-Vilaine, à savoir : 32 % de stations présentent un écoulement acceptable, 39 % un écoulement faible proche de la rupture, 13 % un écoulement non visible, 16 % en assec ;

Considérant les précipitations à court-moyen terme sur le département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant les températures à court-moyen terme sur le département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant la dynamique actuelle des débits des cours d'eau sur le département d'Ille-et-Vilaine ;

Considérant au regard des éléments susmentionnés, la nécessité de modifier ou maintenir les niveaux d'état de sécheresse pour les usages « eau potable » ;

Considérant au regard des éléments susmentionnés, la nécessité de modifier ou maintenir les niveaux d'état de sécheresse pour les usages « milieux aquatiques » ;

Considérant qu'en application de l'annexe n°3 de l'arrêté n°35-2021-06-11-00012 susmentionné, les mesures de restriction prises en fonction des différents niveaux de sécheresse pour les usages « eau potable » et « milieux aquatiques » visent à réduire la pression sur les ressources en eau utilisée pour la production d'eau potable ;

Considérant que l'article L.214-18 du Code de l'Environnement dispose que tout ouvrage dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite.

Considérant que débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage,

Considérant que le débit journalier au 11 juillet de nombreux cours d'eau du département suivis par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et de la nature est inférieur au dixième du module du cours d'eau ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1er : déclaration des niveaux de sécheresse sur le département d'Ille-et-Vilaine en fonction des usages et des secteurs

Le tableau ci-dessous définit le niveau de sécheresse sur le département d'Ille-et-Vilaine en fonction de l'usage « eau potable » ou « milieux aquatiques » et des secteurs définis pour ces usages :

| Usages « eau potable » | |
|---|------------------|
| Secteur A – Bassins côtiers | Alerte renforcée |
| Secteur B – Couesnon – Vilaine | Alerte |
| Usages « milieux aquatiques » | |
| Secteur n°1 – Bassins côtiers | Alerte renforcée |
| Secteur n°2 – Bassin du Couesnon | Alerte |
| Secteur n°3 – Bassin de la Vilaine Nord-Meu | Alerte renforcée |
| Secteur n°4 – Bassin de la Vilaine en amont de Rennes | Alerte |
| Secteur n°5 – Bassin de la rive gauche Vilaine | Alerte |
| Secteur n°6 – Bassin de l'Aff | Vigilance |
| Secteur n°7 – Bassin de la Chère | Crise |

Les annexes n°1 et 2 du présent arrêté préfectoral résument ces éléments.

La liste des secteurs en fonction des communes est disponible à l'annexe 1-1 de l'arrêté n°35-2021-06-11-00012 du 11 juin 2021 fixant le cadre des modalités de préservation et de gestion de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Article 2 : mesures de restriction ou d'interdiction

Les mesures de restriction ou d'interdiction sont celles fixées par l'annexe n°3 de l'arrêté n°35-2021-06-11-00012 du 11 juin 2021 susmentionné.

L'annexe n°3 du présent arrêté reprend la liste de ces mesures.

Concernant la mesure n°6 « Nettoyage des véhicules, des bateaux y compris par dispositifs mobiles », il est précisé que pour des questions de sécurité, les moteurs des bateaux et uniquement ces dispositifs peuvent être rincés après utilisation.

Concernant le « Secteur n°7 – Bassin de la Chère », les restrictions s'appliquant aux mesures n°17 et 18 (irrigation agricole) sont celles du niveau d'alerte renforcée.

Article 3 : respect du débit réservé

Il est interdit de prélever dans un cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement rapprochée lorsque le débit à la station hydrométrique de référence du cours d'eau ou celle du bassin versant le plus proche est inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel.

Les données des débits des cours d'eau sont consultables sur le site internet mis à disposition par Direction régionale de l'aménagement, du logement et de la nature (DREAL) Bretagne : <http://www.hydrologie-bretagne.fr/>

Article 4 : durée et modifications des présentes dispositions

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 18 juillet 2022 ou de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs si celle-ci est postérieure au 18 juillet 2022.

Les mesures de restriction ou d'interdiction prévues par le présent arrêté sont levées au plus tard le 31 octobre 2022.

Les mesures de restriction ou d'interdiction prévues par le présent arrêté peuvent être levées si les débits des cours d'eau et le niveau des barrages remontent significativement dans le respect des dispositions de l'arrêté n°35-2021-06-11-00012 du 11 juin 2021. Elles peuvent cependant être maintenues ou adaptées si la situation de la ressource en alimentation en eau potable le nécessite en application du même arrêté susmentionné.

Article 5 : abrogation

L'arrêté préfectoral n°35-2022-05-24-00002 du 24 mai 2022 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine est abrogé à la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Suites judiciaires

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera passible de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe (article R.216-9 du Code de l'Environnement).

Article 7 : voies et délais de recours

Il peut être déposé dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision :

– soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant la Ministre de la transition écologique ;

– soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite par absence de réponse dans les deux mois du recours, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 8 : exécutions

– le secrétaire général de la préfecture,

– les sous-préfets des arrondissements de Saint-Malo, Redon et Fougères-Vitré,

– le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, la directrice de l'agence régionale de santé de Bretagne, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine, le directeur départemental de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité,

– les maires des communes du département d'Ille-et-Vilaine,

– le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

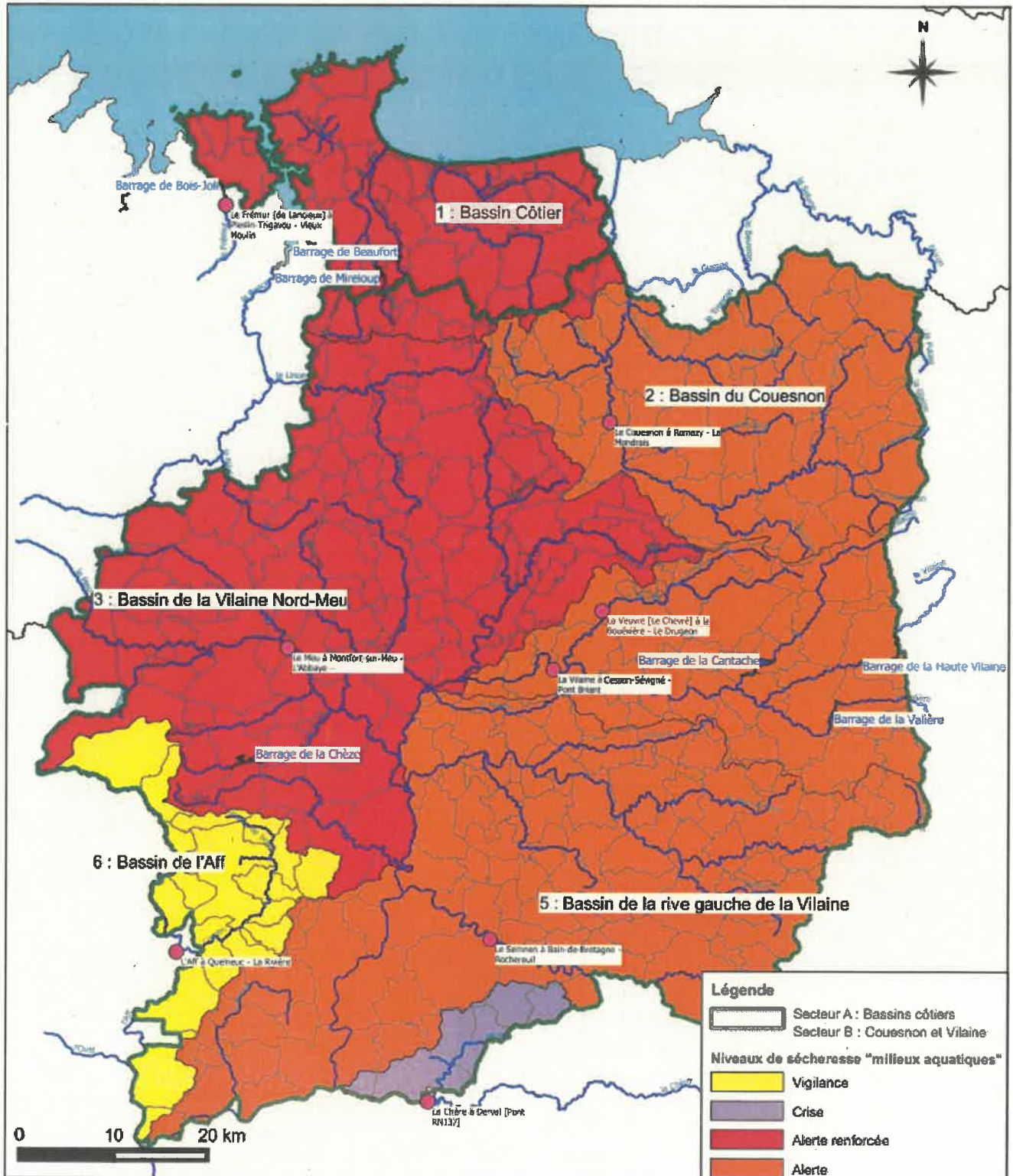
Fait à Rennes, le **18 JUL. 2022**

Le préfet



Emmanuel BERTHIER

Annexe 1 - Niveau de sécheresse sur les secteurs "milieux aquatiques" (MA)



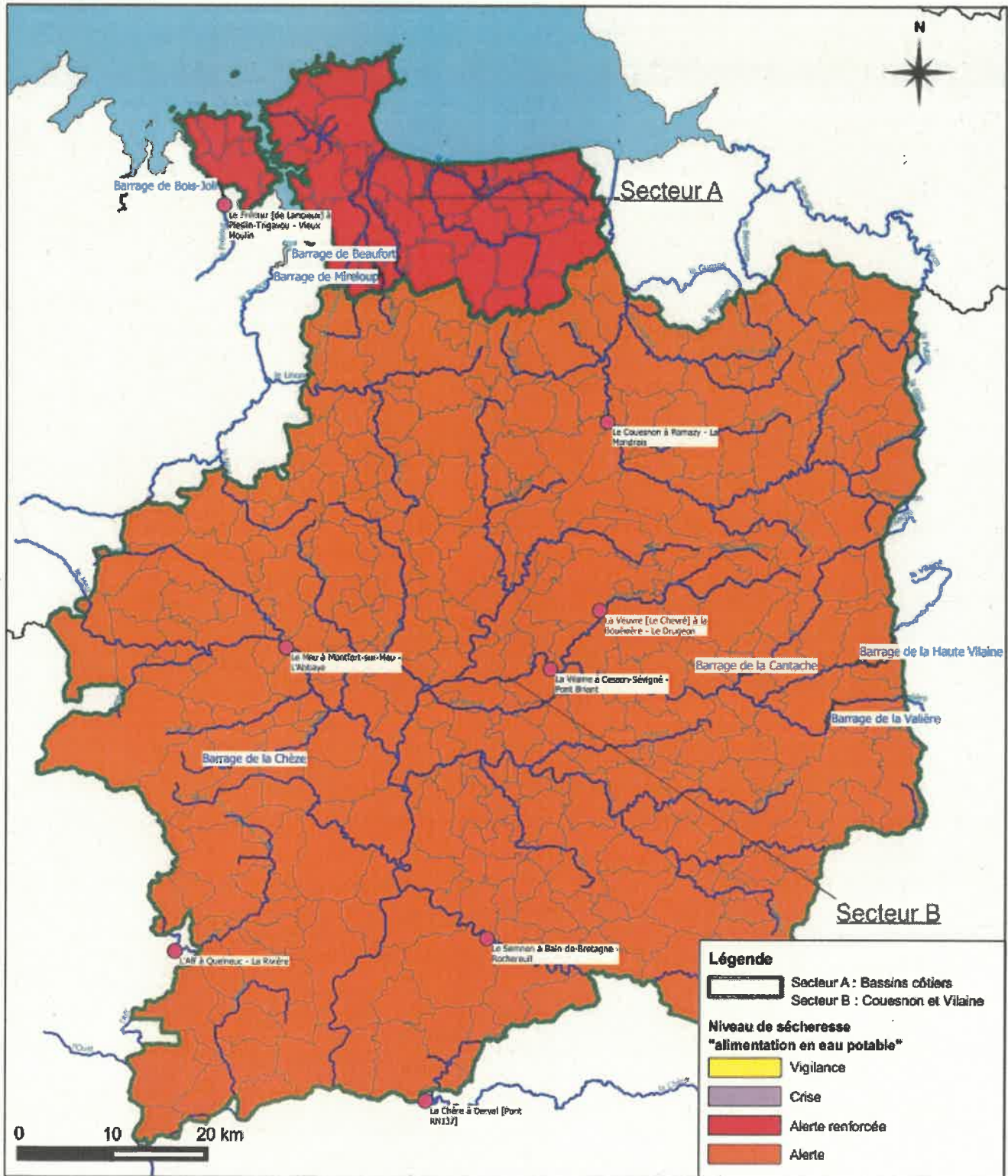
DDTM35/SEB

Sources : Admin express @IGN, SMG 35,
SANDRE

Créée le : 12/07/2022

© DDTM d'Ille-et-Vilaine - reproduction interdite

Annexe 2 - Niveau de sécheresse sur les secteurs "alimentation en eau potable" (AEP)



DDTM35/SEB

Sources : Admin express @IGN, SMG 35, SANDRE

Créée le : 12/07/2022

© DDTM d'Ille-et-Vilaine - reproduction interdite

**Annexe n°3 – mesures de restriction ou d'interdiction issues l'annexe 3 de l'arrêté n°35-2021-06-11-00012 du 11 juin 2021
(MA : milieux aquatiques / AEP : Alimentation en eau potable)**

| n° | Mesures | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | Dérogations | Thématique | P | E | C | A |
|----|--|--|---|------------------|-------|--|------------|---|---|---|---|
| 1 | Manœuvre des vannes générant des à-coup sur le réseau hydrographique | | | | | interdit Sauf barrages ayant pour vocation le soutien d'étiage et/ou l'alimentation en eau potable. | MA | X | X | X | X |
| 2 | Vidange des plans d'eau | autorisé | | | | interdit Sauf barrages ayant pour vocation le soutien d'étiage et/ou l'alimentation en eau potable. | MA | X | X | X | X |
| 3 | Remplissage des plans d'eau | Limitation volontaire | | | | interdit | MA | X | X | X | X |
| 4 | Nettoyage des façades, terrasses, murs, escaliers et toitures | réduction volontaire des consommations | interdit sauf pour les professionnels équipés de lances à haute pression. | | | interdit Sauf travaux préparatoires à un ravalement de façade pour les professionnels équipés de lances à haute pression. | MA+AEP | X | X | X | X |
| 5 | Nettoyage de la voirie (chaussées, trottoirs, caniveaux...) | réduction volontaire des consommations | | | | interdit Sauf impératifs sanitaires avec usage de balayeuses automatiques | MA+AEP | X | X | X | X |
| 6 | Nettoyage des véhicules, des bateaux Y compris par dispositifs mobiles | | interdit hors station de lavage | | | interdit Sauf en station de lavage équipée de lances haute pression Sauf véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire) ou technique (bétonnières, matériels agricoles liés aux moissons) ou liée à la sécurité | MA+AEP | X | X | X | X |
| 7 | Arrosage des terrains de sport (stades, golf...) | | interdit de 8h à 20h * | | | interdit, sauf : - pour les plantations de moins d'1an, - de 20h à 8h * pour les greens et départs de golf | AEP | | X | | |
| 8 | Arrosage des pelouses, massifs floraux ou arbustifs | réduction volontaire des consommations | interdit de 8h à 20h * | | | interdit | AEP | X | X | X | X |
| 9 | Fonctionnement des fontaines d'agrément (publiques et et dans les établissements recevant du public) | | interdit | | | interdit | AEP | | X | | |
| 10 | Fonctionnement des douches de plage | | interdit | | | | AEP | | | | X |
| 11 | Arrosage des jardins potagers | | autorisé | | | interdit de 8h à 20h * | MA+AEP | X | | | |
| 12 | Arrosage des pistes d'hippodrome et des carrières de centres équestre | | autorisé | | | interdit | AEP | | X | | X |

| n° | Mesures | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Zone | Dérogations | Thématique | P | E | C | A |
|----|---|--|---|--|---|--|------------|---|---|---|---|
| 13 | Travaux sur les stations d'épuration, sur les postes et tout autre travaux sur les systèmes d'assainissement des collectivités ou des industriels, susceptible d'occasionner des rejets dans les milieux aquatiques | autorisé | autorisé | interdit | | Sur demande argumentée à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour les collectivités auprès de l'inspection des installations classées pour le ICPE L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | MA | X | | X | |
| 14 | Vidange et remplissage des piscines ouvertes au public | autorisé | autorisé | Limitation du volume de renouvellement d'eau à 30l/baigneur** | interdit | Sur demande argumentée à l'AFRS L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | MA+AEP | X | | X | |
| 15 | Vidange et remplissage des piscines familiales à usage privé et des piscines communes dans les résidences privées | réduction volontaire des consommations | Interdit pour les piscines de plus de 1m ³ Sauf remplissage lié à la sécurité de l'ouvrage, notamment premier remplissage des piscines enterrées | interdit | | | MA+AEP | X | | | |
| 16 | Réduction de la consommation en eau utiliser dans les différents process relatif aux usages industriels | réduction volontaire des consommations | 5 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse*** | 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse*** | A minima, 25% de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse*** et pouvant aller jusqu'à l'interdiction sur décision du préfet | | MA+AEP | | X | | |
| 17 | Irrigation agricole des cultures spéciales (légumes de plein champ, légumes industrie, maraîchage diversifié, plantes aromatiques, horticulture, vergers, petits vergers) | réduction volontaire des consommations | Interdit de 12h à 18h | Interdit, sauf de 18h à 11h : - si irrigation au goutte à goutte ou micro aspersion ou - si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2 Ou - si réduction des consommations hebdomadaires de 20 %. | relevé des compteurs à fréquence bimensuelle bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application des mesures de réduction de la consommation d'eau. | relevé des compteurs à fréquence bimensuelle | MA | | | X | |
| 18 | Irrigation agricole des serres dont culture horticoles sous serre et jeunes plants sous tunnel et en pépinière | réduction volontaire des consommations | Interdit, sauf : - si utilisation d'un outil d'aide au pilotage de l'irrigation ou - si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2) ou - si réduction des consommations hebdomadaires de 20 %. | Interdit, sauf : - si utilisation d'un outil d'aide au pilotage de l'irrigation ou - si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2) ou - si réduction des consommations hebdomadaires de 20 %. | sur décision du préfet : - soit mesures d'alerte renforcée, - soit interdiction | sur décision du préfet : - soit mesures d'alerte renforcée, - soit interdiction | MA | | | X | |
| 19 | Irrigation agricole par réutilisation des eaux usées traitées des STEU **** | réduction volontaire des consommations | réduction volontaire des consommations | Interdit de 8h à 20h*, sauf : - si impossibilité de respecter les contraintes sur les rejets, - si micro aspersion ou goutte à goutte | Interdit de 8h à 20h*, sauf : - si impossibilité de respecter les contraintes sur les rejets, - si micro aspersion ou goutte à goutte | | MA | | | X | |

| n° | Mesures | Vigilance | Alerte | Alerte retardée | Crise | Dérogations | Thématique | P | E | C | A |
|----|--|--|--|---|----------|---|------------|---|---|---|---|
| 20 | Irrigation agricole des autres types de cultures | réduction volontaire des consommations | interdit de 11h à 18h * | interdit, sauf de 18h à 11h si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2 | interdit | | MA | | | X | |
| 21 | Hygiène, abreuvement du bétail | | | autorisé | | | MA | | | | X |
| 22 | Reconnaissances opérationnelles, manoeuvres et exercices (SDIS) | autorisé | Autorisé avec utilisation modérée de l'eau | autorisé sans utilisation d'eau | | | AEP | | | X | |
| 23 | Contrôle techniques périodiques, purge, test poteau (Service public de Défense Extérieure Contre les Incendies des communes ou EPCI) | autorisé | Interdit sauf nécessité de service | Interdit | Interdit | La nécessité de service doit être validée par le préfet sur demande du maire ou du président de l'EPCI si transfert | AEP | | | X | |
| 24 | Remplissage des baches au titre de la Défense Extérieure Contre les Incendies | autorisé | autorisé | autorisé | autorisé | | AEP | | | X | |
| 25 | autres usages non cités | réduction volontaire des consommations | | interdit | | | MA+AEP | X | X | X | X |

* Ces horaires s'appliquent aussi à l'irrigation à partir des eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2 ou de réutilisation d'effluents traités
 ** cadre général d'application sauf si une dégradation de la qualité de l'eau de baignade est observée et qu'elle ne répond plus aux exigences réglementaires

*** cadre général d'application sauf si :
 - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, ou
 - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en œuvre,
 Ou
 - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).

**** Concernant la réutilisation des eaux usées traitées issues des stations de traitement des eaux usées (STEU), un règlementation spécifique est associée et doit être respectée

légende des usagers
 P : Particuliers E : entreprise C : collectivité A : exploitant agricole

Annexe 3 - prescriptions par niveau de sécheresse

| n° | Mesures | Vigilance | Alerte renforcée | | Dégagements | Thématique | P | E | C | A |
|----|--|--|--|--|--|------------|---|---|---|---|
| | | | Alerte | Crise | | | | | | |
| 1 | Manœuvre des vannes générant des à-coup sur le réseau hydrographique | | interdit Sauf barrages ayant pour vocation le soutien d'étiage et/ou l'alimentation en eau potable. | | Sur demande argumentée à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | MA | X | X | X | X |
| 2 | Vidange des plans d'eau | autorisé | interdit Sauf barrages ayant pour vocation le soutien d'étiage et/ou l'alimentation en eau potable. | | Sur demande argumentée, notamment urgence, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | MA | X | X | X | X |
| 3 | Remplissage des plans d'eau | Limitation volontaire | interdit | | | MA | X | X | X | X |
| 4 | Nettoyage des façades, terrasses, murs, escaliers et toitures | réduction volontaire des consommations | Interdit sauf pour les professionnels équipés de lances à haute pression. | Interdit Sauf travaux préparatoires à un ravalement de façade pour les professionnels équipés de lances à haute pression | | MA+AEP | X | X | X | X |
| 5 | Nettoyage de la voirie (chaussées, trottoirs, caniveaux...) | réduction volontaire des consommations | interdit Sauf impératifs sanitaires avec usage de balayeuses automatiques | | | MA+AEP | X | X | X | X |
| 6 | Nettoyage des véhicules, des bateaux Y compris par dispositifs mobiles | | Interdit Sauf en station de lavage équipée de lances haute-pression Sauf véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire) ou technique (bétonnières, matériels agricoles liés aux moissons) ou liée à la sécurité | Interdit Autorisé uniquement pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaire, alimentaire) ou technique (bétonnières, matériels agricoles liés aux moissons) ou liée à la sécurité | | MA+AEP | X | X | X | X |
| 7 | Arrosage des terrains de sport (stades, golf...) | réduction volontaire des consommations | Interdit hors station de lavage Interdit de 8h à 20h * | interdit interdit | Sur demande argumentée à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | AEP | X | X | | |
| 8 | Arrosage des pelouses, massifs floraux ou arbustifs | | Interdit de 8h à 20h * | interdit | | AEP | X | X | X | X |
| 9 | Fonctionnement des fontaines (publiques et dans les établissements recevant du public) | | Interdit | | | AEP | | X | X | |
| 10 | Fonctionnement des douches de plage | | interdit | | | AEP | | | X | |
| 11 | Arrosage des jardins potagers | | autorisé | Interdit de 8h à 20h * | | MA+AEP | X | | | |
| 12 | Arrosage des pistes d'hippodrome et des carrières de centres équestre | | autorisé | interdit | | AEP | | X | X | |

Annexe 3 - prescriptions par niveau de sécheresse

| n° | Mesures | Vigilance | Alerte | | Alerte renforcée | | Crise | Dérégations | Thématique | P | E | C | A |
|----|---|--|--|---|--|----------|-------|--|------------|--------|---|---|---|
| | | | autorisé | autorisé | interdit | interdit | | | | | | | |
| 13 | Travaux sur les stations d'épuration, sur les postes et tout autre travaux sur les systèmes d'assainissement des collectivités ou des industriels, susceptible d'occasionner des rejets dans les milieux aquatiques | autorisé | autorisé | interdit | | | | Sur demande argumentée à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour les collectivités auprès de l'inspection des installations classées pour le ICPE L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | MA | | X | X | |
| 14 | Vidange et remplissage des piscines ouvertes au public | autorisé | autorisé | Interdit | Limitation du volume de renouvellement d'eau à 30l//baigneur** | | | Sur demande argumentée à l'ARS L'absence de réponse dans un délai de 2 semaines vaut décision de rejet. | MA+AEP | | X | X | |
| 15 | Vidange et remplissage des piscines familiales à usage privé et des piscines communes dans les résidences privées | réduction volontaire des consommations | Interdit pour les piscines de plus de 1m ³ Sauf remplissage lié à la sécurité de l'ouvrage, notamment premier remplissage des piscines enterrées | interdit | | | | | MA+AEP | X | X | | |
| 16 | Réduction de la consommation en eau utiliser dans les différents process relatif aux usages industriels | réduction volontaire des consommations | 5 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse*** | A minima, 25% de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse*** et pouvant aller jusqu'à l'interdiction sur décision du préfet | | | | | | | | | |
| | | relevé des compteurs à fréquence mensuelle | relevé des compteurs à fréquence bimensuelle | relevé des compteurs à fréquence bimensuelle | | | | | | MA+AEP | | x | |
| 17 | Irrigation agricole des cultures spéciales (légumes de plein champ, légumes industrie, maraîchage diversifié, plantes aromatiques, horticuture, vergers, petits vergers) | réduction volontaire des consommations | Interdit, sauf de 18h à 11h : - si irrigation au goutte à goutte ou micro aspersion ou - si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2 Ou - si réduction des consommations hebdomadaires de 20 %. | sur décision du préfet : - soit mesures d'alerte renforcée, - soit interdiction | | | | | MA | | | | X |
| | | réduction volontaire des consommations | Interdit, sauf : - si utilisation d'un outil d'aide au pilotage de l'irrigation ou - si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2) ou - si réduction des consommations hebdomadaires de 20 %. | sur décision du préfet : - soit mesures d'alerte renforcée, - soit interdiction | | | | | MA | | | | |
| 18 | Irrigation agricole des serres dont culture horticole sous serre et jeunes plants sous tunnel et en pépinière | réduction volontaire des consommations | réduction volontaire des consommations | Interdit de 8h à 20h* , sauf : - si impossibilité de respecter les contraintes sur les rejets, - si micro aspersion ou goutte à goutte | | | | | MA | | | | X |
| 19 | Irrigation agricole par réutilisation des eaux usées traitées des STEU **** | réduction volontaire des consommations | réduction volontaire des consommations | Interdit de 8h à 20h* , sauf : - si impossibilité de respecter les contraintes sur les rejets, - si micro aspersion ou goutte à goutte | | | | | MA | | | | X |

Annexe 3 - prescriptions par niveau de sécheresse

| n° | Mesures | Vigilance | Alerte | | Alerte renforcée | | Crise | | Thématique | P | E | C | A |
|----|---|--|--|---|------------------|-------|-------|--------|------------|---|---|---|---|
| | | | Alerte | Alerte renforcée | Alerte renforcée | Crise | | | | | | | |
| 20 | Irrigation agricole des autres types de cultures | réduction volontaire des consommations | Interdit de 11h à 19h * | Interdit, sauf de 18h à 11h si irrigation à partir eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2 | interdit | | | MA | | | | | X |
| 21 | Hygiène, abreuvement du bétail | | autorisé | autorisé | | | | MA | | | | | X |
| 22 | Reconnaitssances opérationnelles, manœuvres et exercice (SDIS) | autorisé | Autorisé avec utilisation modérée de l'eau | autorisé ans utilisation d'eau | | | | AEP | | | | | X |
| 23 | Contrôle techniques périodiques, purge, test poteau (Service public de Défense Extérieure Contre les Incendies des communes ou EPC) | autorisé | Interdit sauf nécessité de service | Interdit | | | | AEP | | | | | X |
| 24 | Remplissage des bâches au titre de la Défense Extérieure Contre les Incendies | autorisé | autorisé | autorisé | | | | AEP | | | | | X |
| 25 | autres usages non cités | réduction volontaire des consommations | | interdit | | | | MA+AEP | | X | X | X | X |

* Ces horaires s'appliquent aussi à l'irrigation à partir des eaux visées au paragraphe 3 de l'article 2 ou de réutilisation d'effluents traités

** cadre général d'application sauf si une dégradation de la qualité de l'eau de baignade est observée et qu'elle ne répond plus aux exigences réglementaires

*** cadre général d'application sauf si :

- l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse,

ou

- l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en œuvre,

Ou

- l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).

**** Concernant la réutilisation des eaux usées traitées issues des stations de traitement des eaux usées (STEU), un règlementation spécifique est associée et doit être respectée

légende des usagers

P : Particuliers E : entreprise C : collectivité A : exploitant agricole